

LANCEMENT DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE LE 18 AVRIL PROCHAIN

Benkhalfa explique les enjeux de l'opération

L'opération de l'emprunt national pour la croissance économique sera lancée le 17 avril prochain, a annoncé le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, lors d'une conférence de presse animée hier au siège de son ministère. Selon lui, «l'objectif de cette opération est celui de mobiliser des ressources disponibles pour le financement de projets initiés par l'Etat».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Abderrahmane Benkhalfa accompagné en la circonstance par le ministre délégué au Budget a indiqué que «cet objectif doit constituer le facteur de l'adhésion des souscripteurs dans un esprit de partenariat avec l'Etat – investisseur».

En d'autres termes, il s'agit pour lui «d'une opération de grande envergure qui est destinée à financer les grands projets de l'Etat, mais jamais les structures et autres projets qui relèvent du domaine social institutionnalisés».

S'étalant sur six mois, ladite opération et la forme des titres de cet emprunt seront matérialisés par des formules de 50 000 DA pour chacune des maturités. La durée de ces maturités est de l'ordre de 3 ans et de 5 années, soit respectivement un taux d'intérêt de 5% pour les titres à trois ans et de 5,75% l'an pour les titres à cinq ans.

Annonçant en grande pompe et fièrement cette opération, le conférencier a indiqué que «cela fait plus de 20 ans que l'on n'a pas lancé un emprunt national d'une telle ampleur». Il fera remarquer également «qu'à travers cette opération, il s'agit d'une réelle volonté du gouvernement de dynamiser le marché financier et diversifier les ressources de financement de l'Etat, dans un contexte d'effondrement des recettes pétrolières. Mais à chaque fois, le ministre des Finances insiste sur le fait que «l'argent qui sera collecté à travers cet emprunt obligataire sera destiné exclusivement à financer les projets économiques de l'Etat, pas autre chose». «Les missions régaliennes de l'Etat, comme la Santé publique, l'éducation etc., continueront à être assurées par les fiscalités pétrolière et ordinaire», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la même source a évité d'avancer le moindre chiffre au sujet du montant attendu à travers cet emprunt obligataire. «Le gouverne-

ment a fixé un délai de six mois et après on procédera à une évaluation. Dès que ce seuil sera atteint, le gouvernement mettra un terme aux souscriptions, même si le délai réglementaire prévu est de 6 mois», a-t-il expliqué.

Concernant les modalités de souscriptions à l'emprunt obligataire, le ministre des Finances confirme la possibilité d'acheter des obligations

«au porteur», c'est-à-dire anonymes, tout en portant à la connaissance des journalistes que «les banques et le ministère des Finances ont les moyens de contrôler et s'assurer que les fonds récoltés sont sains».

Cela dit, il a été précisé que «les intérêts perçus au titre de cet emprunt seront exonérés d'impôts et les montants dus sont payables à la date anniversaire de la date de souscription du titre». «Les souscripteurs ne peuvent demander le remboursement par anticipation des titres souscrits qu'après écoulement de la moitié de la durée du titre et après avis du directeur général du Trésor», a-t-on ajouté.

A. B.



Abderrahmane Benkhalfa, ministre des Finances.

Photo : NewPress

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le président de l'Anexal : «Inexistence d'une vision stratégique»

C'est un constat amer fait par Ali Bey Nasri, président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) sur le manque de vision stratégique et d'analyses pour permettre aux exportateurs algériens de pouvoir exporter convenablement leurs produits et participer à l'effort de développement économique hors hydrocarbures.

«Nous ne savons même pas où aller. Actuellement nous pouvons dire sans être contredits que nous ne sommes pas un pays exportateur. Nous ne sommes même pas en mesure de concurrencer qui que ce soit», affirmera-t-il. C'était lors de la conférence-débat organisée par l'école préparatoire des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion de Annaba en coordination avec la Direction régionale des douanes.

L'intervention du président de l'Anexal peut être interprétée comme un cri de colère d'une personne bien placée dans le domaine des exportations, notamment celles hors hydrocarbures, devant la situation vécue par ce secteur. Pour lui, le secteur des exportations est marqué par des lourdeurs administratives et financières (Banque d'Algérie). C'est pourquoi il a appelé à plus de souplesse dans l'application des dispositifs relatifs à l'exportation et moins de blocages principalement aux ports.

Concernant la Banque d'Algérie, l'orateur qui s'est élevé avec véhémence contre celle-ci dira : «on ne sait pas de qui dépend cette institution. C'est à croire que son gouverneur n'obéit nullement aux directives du gouvernement». Le président de l'Anexal indiquera à ce sujet que son association a fait une proposition au premier ministre relative à l'ouverture du compte de la banque au rapatriement de l'argent de l'étranger permettant aussi le stock off-shore pour une durée de six mois.

Cette proposition avait été transmise par le Premier ministre au gouverneur de la Banque d'Algérie mais sans aucun résultat, selon l'intervenant. «L'Algérie n'a pas de vision stratégique», mentionne Ali Bey Nasri en comparant les exportations hors hydrocarbures algériennes à celles des pays voisins. Si nos exportations dans ce secteur sont à la hauteur d'un peu plus de 2 milliards de dollars, celles de la Tunisie dépassent les 18 milliards de dollars.

Toujours en comparaison avec ce pays, le conférencier indiquera que pour 100 euros d'importation, l'Algérie exporte 5 euros seulement alors que la Tunisie pour les 100 euros en import, exporte 85 euros. Et même pour les 2 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, Sonatrach y participe pour 1, 600 milliard de dollars, se désolera-t-il.

Appelant, en conclusion, à une réforme de la réglementation des changes et à une révision du système actuel d'incitation à l'exportation. Auparavant, le directeur régional des douanes de

Annaba, Mohamed Lamine Nabti, a brossé un tableau sur l'état des lieux de l'exportation hors hydrocarbures en Algérie. Il dira que la nouvelle stratégie de la direction générale des douanes à travers le dispositif réglementaire régissant le commerce extérieur vise à faciliter l'opération exportations par la mise en place d'une nouvelle approche. Elle est marquée par des ajustements et des adaptations répondant aux exigences des opérateurs économiques versés dans l'export dont l'entrepôt et ses fonctions de transformation. Il évoquera d'autres facilitations, la célérité dans le traitement des produits périssables qui ne doit en aucun cas dépasser les 24 h. Pour les autres produits, le délai est fixé à 48 h, précisera-t-il.

«La DGD a mis en place un allègement des contrôles de marchandises par une simplification du contrôle par scanner, lors des opérations d'exportation des produits que ce soit par mer, air ou terre», fera remarquer le DRD de Annaba. Elle a également introduit des espaces réservés à l'exportation ainsi que la création de brigades spécialisées dans la prise en charge de déclarations d'exportation.

En cas de litige, l'opération d'exportation n'est pas bloquée. Elle se poursuivra normalement et la solution du litige se fera par la suite, fera-t-il remarquer.

Le DRD de Annaba énumérera par la suite les régimes douaniers économiques et leurs avantages fiscaux et économiques.

A. Bouacha

ACCORD NAFTAL-ANSEJ

Cap sur la création de centres de conversion des véhicules en GPL/c

Seulement 7% du parc automobile algérien roule au GPL. La convention-cadre, signée hier entre Naftal et l'Ansej, pour la création de centres de conversion des voitures en GPL/c, veut consolider la nouvelle orientation gouvernementale orientée vers une consommation énergétique, économique et citoyenne.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - La promotion de l'utilisation du GPL/c serait l'un des axes prioritaires de la nouvelle stratégie du gouvernement en matière de politique énergétique, selon le ministre de l'Energie et des Mines, Salah Khebbi, et le P-dg de Naftal, Hocine Rizou.

La hausse considérable des prix des carburants conventionnels depuis janvier 2016 a véritablement boosté la demande pour la conversion des véhicules en GPL/c. Toutefois, celle-ci fait face à une offre relativement restreinte. C'est pourquoi le P-dg de Naftal dit se mettre au côté de l'Ansej pour la création de micro-entreprises de façon à généraliser et à développer ce service «éminemment stratégique». A travers la convention signée avec le

DG de l'Ansej, Mourad Zemali, H. Rizou a évoqué l'engagement de Naftal à accorder une assistance technique et informationnelle ainsi qu'une formation, à titre gracieux, aux dix premiers projets sélectionnés par l'Ansej pour la création de centres de conversion de véhicules en GPL/c, sachant qu'il n'existe que 36 centres publics jusqu'à maintenant, en plus d'une modeste contribution des opérateurs privés.

En effet, la consommation en GPL/c a augmenté de 16% par rapport au mois de février 2016. Pourtant, cette lancée a été freinée dans son élan puisque le réseau de conversion des véhicules est arrivé à saturation, ne pouvant dépasser la capacité de 140 véhicules par jour.

Selon le ministre de l'Energie, le délai d'attente s'élèverait jusqu'à 120 jours.

Par ailleurs, à en croire S. Khebbi, c'est «un plan ambitieux» qu'a dressé le gouvernement à l'horizon 2030 afin de convertir 30% du parc automobile à motorisation essence. En commençant par les véhicules de service utilisés par les entreprises publiques et les transports publics.

A rappeler que ce taux ne dépasse pas les 8% aujourd'hui. D'un autre

côté, outre les 600 stations-service équipées en GPL/c déjà existantes, Naftal «prévoit» d'en implanter 1000 autres ainsi que 30 nouvelles stations vertes dédiées exclusivement au GPL/c ou à l'énergie propre, d'ici 2030. Ceci, afin d'étendre son réseau de stations fourni en GPL/c et de le porter à 73%. A préciser qu'il ne constitue que 27 actuellement.

Cela dit, la croissance du parc automobile de plus de 53% depuis

2010, dont la consommation est à 90% en gasoil, est un élément sur lequel il faudrait définitivement agir en vue de réorienter l'économie nationale vers la rationalisation des importations en énergies, entre autres.

A en croire le P-dg de Naftal, «ces nouvelles mesures» permettront, à l'horizon 2020, de réaliser des économies de 200 milliards de dinars.

N. B.

RÉUNION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE LE 17 AVRIL

Suivi du gel de la production en question

Les cours de l'or noir ont légèrement dépassé le seuil des 40 dollars aujourd'hui. Selon le ministre de l'Energie, Salah Khebbi, il s'agit, en partie, d'une résultante de l'accord de gel de la production à son niveau de janvier entre l'Arabie Saoudite et la Russie, les plus grands producteurs de brut.

La réunion fixée au 17 avril prochain traitera de «l'éventuel suivi» de ce gel afin de raffermir progressivement le marché pétrolier. Une entente qui ne demeure pas tout à fait «prévisible» entre les pays membres de l'Opec. Rappelons que l'Iran, fraîchement revenu sur la scène

pétrolière mondiale, n'adhère pas à cette décision, et compte même accroître sa production à 4,7 millions bpj.

Si S. Khebbi dit que la situation actuelle «n'arrange personne», que l'investissement est freiné à l'échelle mondiale et que donner suite au gel de février est «l'ultime solution», il n'en demeure pas moins que la conjoncture actuelle avantage pourtant certains à l'encontre d'autres, en répartissant inégalement le pouvoir de négociation entre les parties prenantes, selon leur degré d'influence.

N. B.